

Préfecture

Service de la coordination
des politiques publiques

Bureau des procédures
environnementales

**Arrêté préfectoral complémentaire mettant à jour les conditions imposées
à la société CHIMIREC EST pour la poursuite de l'exploitation d'installations de transit, tri et
regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN**

n° 2020/0128

**Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la légion d'Honneur
chevalier de l'ordre national du mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses article R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC EST à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0752 du 10 octobre 2013 modifiant notamment les capacités de stockage des déchets et leurs répartitions au sein des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014-0255 du 16 juin 2014 actualisant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont relèvent les installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC EST sur le territoire de la commune de DOMJEVIN et modifiant les conditions d'exploitation ;

Vu la demande de modification des installations de transit, tri et regroupement de déchets non dangereux autorisées par l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié, portant sur une extension et une réorganisation des activités au sein des bâtiments de l'établissement, formulée par la société CHIMIREC EST au Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 22 juillet 2016 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/HM/NW/522-2016 en date du 12 octobre 2016 ;

Vu le courrier en date du 14 octobre 2016 adressé par le Préfet de Meurthe-et-Moselle à la société CHIMIREC EST donnant son accord à la réalisation des modifications susvisées des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux qu'elle est autorisées à exploiter sur le territoire de la commune de DOMJEVIN, dont le caractère n'est pas substantiel ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/SAF/IP/545-2019 en date du 15 octobre 2019 ;

Vu la demande formulée par la société CHIMIREC EST au Préfet de Meurthe-et-Moselle, par courrier en date du 30 janvier 2020, en vue d'être autorisée à porter de 15 000 à 17 000 tonnes la quantité totale annuelle de déchets dangereux pouvant être reçues dans ses installations de DOMJEVIN ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/SAF/IP/1923-2019 en date du 20 mars 2020 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 9 avril 2019 à la connaissance de l'exploitant et sa réponse du 10 avril 2020 par laquelle il indique n'avoir aucune remarque à formuler ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation des installations de transit, tri, regroupement et prétraitement de déchets dangereux susvisées portées par la société CHIMIREC EST à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du en date du 22 juillet 2016 (extension des aires des activités, extension des bâtiments et nouvelle répartition des activités dans ces bâtiments, augmentation de 5 % de la capacité totale de stockage temporaire de déchets dans l'établissement), sont notables mais non substantielles au regard des critères de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que l'augmentation de la quantité totale annuelle de déchets dangereux pouvant être reçues par la société CHIMIREC EST dans ses installations de DOMJEVIN de 2 000 tonnes supplémentaires, sollicitée auprès du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du en date du 30 janvier 2020, constitue un changement notable mais non substantiel des conditions d'exploiter fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié au regard des critères de l'article R.181-46-I du code de l'environnement ;

Considérant que cette demande n'est pas incompatible avec les orientations et objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) approuvé par le conseil régional du Grand Est le 17 octobre 2019 ;

Considérant que les modifications susvisées ne sont pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les inconvénients pour son environnement ;

Considérant que ces modifications des conditions d'exploitation des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de DOMJEVIN nécessitent l'adaptation et la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société CHIMIREC EST, dont le siège social est situé à DOMJEVIN – ZI de la Haie Sorette, est autorisée, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de DOMJEVIN - ZI de la Haie Sorette, d'installations de transit, tri, regroupement et prétraitement de déchets industriels dangereux et non dangereux sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié et complété successivement par les dispositions des arrêtés préfectoraux complémentaires 2013-0752 du 10 octobre 2013 et 2014-0255 du 16 juin 2014 ainsi que celles du présent arrêté.

Article 2 : Rubriques de classement des installations

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0255 du 16 juin 2014 est remplacé comme suit :

«

<i>Rubrique</i>	<i>Désignation activité</i>	<i>Activité exercée</i>	<i>Régime</i>
3550	<i>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.</i>	<i>Transit de déchets dangereux : 1 282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.</i>	A
3510	<i>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.</i>	<i>Mélange de déchets dangereux et reconditionnement Capacité d'au plus 200 t/j.</i>	A
2718-1	<i>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets stockés étant supérieure à 1 t.</i>	<i>Stockage vrac : 970 t Stockage de déchets conditionnés : 232,2 t Soit au maximum 1 203 t dans les limites prévues à au sous-article 3.2 du présent arrêté Capacité annuelle de l'installation : 17 000 tonnes.</i>	A
2790-1b	<i>Installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emplois ou de stockages de ces substances ou préparations.</i>	<i>Séparation des eaux souillées Décantation des huiles claires Décantation des huiles noires Déchiquetage d'emballages souillés. Les quantités maximales de déchets concernés sont fixées au sous-article 3.2 du présent arrêté</i>	A
2714	<i>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</i>	<i>60 m³ de papier, carton et bois et 60 m³ de pare-chocs soit au total 120 m³.</i>	D

2795-2	Installation de lavage de fûts conteneurs et citernes de transport, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j.	Lavage d'emballages souillés avec une consommation d'eau de 10 m ³ /jour.	D
1432-2	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m ³ .	Une cuve aérienne de 1,5 m ³ de gasoil non routier (capacité équivalente de 0,3 m ³)	NC
1435	Station-service, le volume annuel de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³ .	Un poste de distribution, débitant un volume annuel de 7 m ³ de gasoil non routier	NC
2711	Installation de transit, regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³ .	Transit et regroupement de 90 m ³ de DEEE	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée par l'installation étant inférieure à 100 m ² .	Une benne de déchets métalliques de 30 m ³ sur une surface de 15 m ²	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³ .	Dépôt de pare-brise : 60 m ³	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	10 m ³ d'huiles alimentaires	NC

»

Article 3 : Capacités de stockage et répartition des déchets dans l'établissement

Le tableau recensant et détaillant les capacités de stockage et la répartition des déchets industriels dangereux ou non dangereux dans l'établissement figurant à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0752 du 10 octobre 2013 est remplacé par le tableau figurant en **annexe 1** du présent arrêté.

La répartition des zones de stockage de déchets dans l'établissement est reportée également sur le plan joint en **annexe 2** du présent arrêté.

Article 4 : Utilisation d'eaux de toiture

L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié :

« Les eaux pluviales ayant ruisselé sur la toiture du bâtiment B sont récupérées pour être utilisées dans l'installation de nettoyage des emballages vides, le surplus est évacué dans le fossé longeant l'établissement après vérification qu'elles ne sont pas susceptibles d'être polluées. »

Article 5 : Dispositions constructives du nouveau bâtiment C

5.1 L'alinéa suivant est ajouté après le 2^{ème} alinéa de l'article 7.2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié :

« Le bâtiment C comporte :

- un dallage en béton armé étanche et incombustible,*
- une ossature et une charpente métallique mise à la terre par liaison équipotentielle – résistance au feu R15,*
- des murs en bardage métallique simple peau en acier – résistance au feu R15,*
- une détection automatique d'incendie reliée à une alarme sonore et téléphonique,*
- des exutoires de fumées en toiture.»*

5.2 L'article suivant est ajouté après l'article 7.2.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié :

« Article 7.2.4.4 – Bâtiment C

Les cellules de stockage des déchets sont séparées l'une de l'autre par des parois constituées de blocs en béton de degré de résistance au feu au moins REI120.

La cellule de stockage des Déchets Toxiques en Quantité Dispersée (DTQD) est séparée des autres déchets par des murs de degré de résistance au feu au moins REI120. La porte d'accès à la cellule de des DTQD présente un classement de résistance au feu EI120.»

Article 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

6.1 L'alinéa suivant est ajouté au début de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux référentiels en vigueur.

La quantité d'eau nécessaires à l'extinction d'un incendie, calculé conformément au document technique D9 (défense contre l'incendie - guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau), est a minima de 420 m³ pendant 2 heures. »

6.2 A l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié, les lignes ci-dessous :

- « - Un poteau d'incendie d'un débit de 30 m³/h,*
- 3 RIA implantés dans le bâtiment "B" »*

sont remplacées par les prescriptions suivantes :

- « - un poteau d'incendie d'un débit d'eau a minima de 60 m³/h,*
- 1 RIA et 7 PIA implantés dans les bâtiments B et C ».*

Article 7 : Dossier d'accueil des services extérieurs d'intervention et de secours

L'article suivant est ajouté après l'article 7.5.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié :

« Article 7.5.5.2. Dossier d'accueil des secours

Un dossier d'accueil est tenu à la disposition des premiers intervenants des services d'intervention et de secours amenés à opérer dans l'établissement. Ce dossier est facilement accessible, en toute circonstance et à tout moment, et contient les éléments suivants mis à jour :

- l'inventaire des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents comme prévu à l'article 7.1.1 du présent arrêté ;*
- un plan des accès à l'établissement, aux bâtiments et installations (masse et situation) ;*

- un plan des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques, comme prévu à l'article 7.1.2. du présent arrêté ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics. »

Article 8 : Origine géographique des déchets

Les prescriptions fixées à l'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié, définissant l'origine géographique des déchets pouvant être reçus dans les installations de l'établissement, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Les déchets peuvent provenir, en respectant l'ordre de priorité suivant :

- 1. des départements de la région Grand Est;*
- 2. des départements limitrophes de la région Grand Est ;*
- 3. des autres départements français où est implantée une filiale du groupe pour une élimination finale vers les pays frontaliers, sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables, des orientations des Plans Régionaux de Prévention et de Gestion des Déchets ainsi que des principes d'autosuffisance et de proximité. »*

Article 9 : Occupations des bâtiments A, B et C de l'établissement

Les dispositions des articles 8.1.6.1, 8.1.6.2, 8.1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié sont remplacées par les suivantes :

« Article 8.1.6.1. Bâtiment A

Le bâtiment A comprend :

- *un laboratoire d'analyses et d'identification des déchets entrant sur le site,*
- *une cellule de stockages en fûts et récipients d'acides disposant d'une rétention de 10 m³ au minimum,*
- *une cellule de stockages en fûts et récipients de bases disposant d'une rétention de 10 m³ au minimum,*
- *une cellule de stockages en fûts et récipients de solvants, DTQD et de peintures avec phase solvant ou "dessolvantée" disposant d'une rétention de 62 m³ au minimum,*
- *une cellule de dépotage des solvants et phase solvant en fûts et en récipients disposant d'une rétention de 20 m³ au minimum,*
- *une cellule avec 4 cuves de 30 m³ semi-enterrées de stockage de solvants dont une laissée disponible pour le stockage exceptionnel par réquisition du Préfet de département en cas d'accident routier. Chaque cuve est placée sur une rétention indépendante d'un volume de 90 m³ au minimum,*
- *une aire de déchargement/chargement, équipée d'un extracteur de gaz d'échappement des véhicules et d'une rétention de 40 m³ avec un quai de déchargement/chargement/transfert des fûts et récipients (acides, bases, solvants, produits neutres). Cette aire de déchargement/chargement est destinée aux fûts et récipients autres que ceux destinés à la zone des cuves de stockage des huiles usagées, eaux souillées et liquide de refroidissement.*

Article 8.1.6.2. Bâtiment B

Le bâtiment B comprend :

- *quatre quais de déchargement/chargement des déchets destinés à être stockés sous ce bâtiment tels que des emballages vides souillés, des filtres, des batteries, des boues non solvantées,*
- *un poste de pesée,*
- *une aire, reliant le bâtiment B et la zone des cuves, couverte de déchargement/chargement des véhicules citernes et de dépotage des fûts et récipients à destination de la zone des cuves d'huiles, eaux souillées et liquide de refroidissement. Cette aire est également équipée d'un poste d'eau destiné au lavage extérieur des véhicules et des emballages souillés. Elle est alimentée par une cuve aérienne de récupération des eaux de toiture de 15 m³,*
- *une presse à fûts et récipients,*
- *des aires identifiées et étanches destinées au stockage des différents déchets, ainsi qu'au stockage des emballages vides (vidés/souillés, nettoyés, neufs),*

Article 8.1.6.3. Bâtiment C

Le bâtiment C comprend :

- un poste de pesée,
- une fosse de réception des emballages de matériaux souillés (EMS),
- des aires identifiées et étanches destinées au tri, stockage et déconditionnement des différents déchets,
- une installation de déchetage d'emballages souillés et les stockages associés,
- une zone de stockage des DTQD.

Article 8.1.6.4. Zone des cuves

Cette zone comprend 12 cuves aériennes de 65 m³ chacune dédiées au stockage des huiles usagées, des eaux souillées et du liquide de refroidissement, réparties en 3 cellules de 4 cuves disposant chacune d'une rétention de 130 m³ minimum. »

Article 10 : Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« Au moins trois piézomètres sont implantés autour et à proximité du site de l'établissement, un en amont et deux en aval hydraulique. Ils sont destinés à surveiller l'impact de l'exploitation des installations autorisées par le présent arrêté sur la qualité des eaux souterraines de la nappe existant au droit du site.

L'exploitant dispose dans son établissement d'une pompe de prélèvement intra-piézomètre des eaux souterraines à analyser. Les paramètres suivants doivent être mesurés mensuellement dans les échantillons d'eaux souterraines prélevés :

- pH
- Conductivité
- COT
- COHV
- DCO
- Hydrocarbures totaux
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques
- Microtox.

*Les résultats des mesures de la qualité des eaux souterraines sont à adresser par l'exploitant à l'inspection des installations classées **au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des prélèvements** soumis à l'analyse, accompagnés de l'identification du sens et de la direction de l'écoulement de la nappe ainsi que de l'identification de la position des trois piézomètres, avec leur interprétation et la communication des actions engagées ou prévues pour remédier à l'éventuelle dégradation de la qualité ces eaux souterraines.»*

Article 11 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 12 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - Case officielle n° 38 – 54036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présentes pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télé-recours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 13 : Exécution du présent arrêté

La Secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la société CHIMIREC EST

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de DOMJEVIN

NANCY le 14 AVR. 2020

Le Préfet,

Pour le préfet,
la secrétaire générale

Marie-Branche BERNARD

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-0128 du

Capacités de stockage et répartition des déchets dans l'établissement

Déchets industriels dangereux (DID)		
BÂTIMENT DE STOCKAGE	TYPE DE DÉCHETS	QUANTITÉS TONNES
BÂTIMENT A	PÂTEUX	30
	ACIDES	20
	BASES	20
	AÉROSOLS	13
	PHYTOSANITAIRES	4,5
	SOLVANTS CHLORES	1
	AMIANTES	4
	PEROXYDES ORGANIQUES	1
	DÉCHETS DE MÉDICAMENTS	1
	BOUTEILLES DE GAZ	5
	ISOCYANATES / POLYOLS	3
	POTS CATALYTIQUES	0,2
	IMAGERIES MÉDICALES	1
	DÉCHETS DE LABORATOIRE	10
	PÂTEUX CHLORES	8
	SOLVANTS	20
BÂTIMENT B	FILTRES	30
	EMS	20
	PÂTEUX	10
	BATTERIES	40
BÂTIMENT C	EMS	40
	PÂTEUX	60
	SOLVANTS	11
	TUBES NÉONS / LAMPES	3,5
	PILES	20
	DEEE	15
	PLASTIQUES DÉCHIQUETÉS	20
CUVES EXTÉRIEURES	HUILES	580
	SOLVANTS	30
	EAUX SOUILLÉES	195
	LIQUIDE DE REFROIDISSEMENT	65
Déchets industriels non dangereux (DIND)		
BÂTIMENT DE STOCKAGE	TYPE DE DÉCHETS	QUANTITÉS m3
BÂTIMENT C	PARE BRISE	60
BENNES EXTÉRIEURES BÂTIMENT C	PARE CHOC	60
BENNES EXTÉRIEURES BÂTIMENT C	DIND EN MÉLANGE / BOIS	30
BENNES EXTÉRIEURES BÂTIMENT C	PAPIERS / CARTONS	30

PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté **2020 0128**
 en date de ce jour
 NANCY, le **14 AVR. 2020**
 la secrétaire générale
 Marie-Blanche BERNARD

Plan de répartition des déchets dans l'établissement

2020 0128

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour 14 AVR. 2020

Pour le préfet,
secrétaire générale

Marie-Bianche BERNARD

